



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
15 février 2000
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2000

3-7 avril 2000, New York

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

PNUD

Cadres de coopération de pays et questions connexes

Assistance à l'Afghanistan

Note de l'Administrateur

Résumé

Le présent rapport, soumis à la demande de l'Administrateur, donne un aperçu général de la situation en Afghanistan avant de décrire les activités menées par le PNUD au cours de la période 1997-1999, notamment dans le cadre du Programme d'élimination de la pauvreté et d'habilitation communautaire, et de fournir une vue d'ensemble des effets de synergie obtenus grâce à la coopération d'autres organisations participantes.

L'Administrateur prie le Conseil d'administration de l'autoriser à continuer d'évaluer et d'approuver des projets au cas par cas pendant les trois prochaines années (2000-2003). Les objectifs des activités proposées et les résultats escomptés sont décrits en détail au chapitre III alors que les dispositions relatives à la gestion du programme sont exposées au chapitre IV.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1-2	3
I. Situation sur le plan humanitaire et en matière de développement	3-8	3
II. Résultats obtenus et enseignements tirés des interventions et programmes déjà menés	9-13	5

A.	Principaux résultats obtenus tels qu'ils se dégagent du suivi et de l'évaluation des programmes en cours	9-10	5
B.	Données d'expérience et enseignements tirés des programmes déjà menés et des programmes en cours	11-13	6
III.	Objectifs, domaines d'activité et résultats escomptés	14-22	7
A.	Objectifs	14-17	7
B.	Domaines d'activité	18-21	8
C.	Résultats escomptés	22	9
IV.	Dispositions relatives à la gestion du programme.....	23-29	9
A.	Gestion du programme	23-27	9
B.	Suivi, examen et établissement de rapports	28-29	11
V.	Décision du Conseil d'administration	30	12

Introduction

1. À sa trente et unième session, en 1984, le Conseil d'administration n'a pu, faute de consensus, approuver le programme de pays proposé pour l'Afghanistan pour la période 1984-1986. Le Conseil a décidé que l'Administrateur devrait continuer de fournir un appui aux projets en cours en Afghanistan et examiner, aux fins d'approbation, de nouveaux projets, compte dûment tenu de l'ensemble des règles et critères normalement appliqués par le PNUD. Lors des sessions ultérieures du Conseil d'administration (la dernière fois, lors de sa deuxième session ordinaire, en 1997), l'Administrateur a été autorisé, en l'absence de programme de pays pour l'Afghanistan, à continuer de fournir un appui aux projets nouveaux et en cours dans ce pays, et ce, jusqu'à la fin de 1999.

2. Compte tenu des troubles civils qui ne cessent de déchirer l'Afghanistan, il est impossible de prévoir un cadre de coopération de pays pour l'instant. C'est pourquoi l'Administrateur sollicite du Conseil d'administration l'autorisation de continuer à évoluer et approuver, au cas par cas, les projets en cours des trois prochaines années (2000-2003), conformément aux règles directives et critères habituellement appliqués par le PNUD. La stratégie qui sera adoptée pour les prochaines interventions est décrite ci-après. Un cadre de coopération de pays sera élaboré dès que la situation le permettra.

I. Situation sur le plan humanitaire et en matière de développement

3. L'Afghanistan est un pays qui traverse une crise grave. Vingt et une années de conflits ininterrompus ont entraîné la désintégration totale des institutions gouvernementales locales et nationales, dévasté l'économie et annihilé non seulement la cohésion de la communauté mais également les infrastructures sociales et productives de base. Pendant toutes ces dernières années, c'est en Afghanistan que l'indicateur de développement humain est resté le plus bas. Bien que les Taliban aient progressivement étendu leur contrôle à environ 85 % du pays, aucune solution au conflit, qu'elle soit militaire ou négociée, ne semble envisageable pour l'instant.

4. La situation sur le plan des droits de l'homme continue de se détériorer dans toutes les régions du pays et les politiques de discrimination à l'égard des femmes se poursuivent, notamment dans les régions contrôlées par les Taliban. Plusieurs régions manquent de vivres. Les services de santé, d'éducation et autres services sociaux de base sont devenus inopérants ou du moins extrêmement précaires. Les mécanismes de suivi traditionnels et les vestiges de la société civile d'avant-guerre ont été mis à rude épreuve. Les femmes n'ont que peu ou pas accès aux services élémentaires de santé et d'éducation qui subsistent et doivent en outre faire face aux traumatismes résultant de la perte de membres de leur famille, du conflit et de la discrimination dont elles font l'objet. Même si quelque quatre millions de réfugiés sont rentrés chez eux, plus de deux millions se trouvent toujours dans les pays voisins et 500 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays au cours de ces dernières années. Le chômage a atteint des proportions considérables et l'armée ou l'économie parallèle née de la production et du trafic de stupéfiants ainsi que de la contrebande sont quasiment les seuls secteurs à offrir des emplois à peu près stables.

5. Il n'est pas facile de décrire la réalité complexe de l'Afghanistan. Elle est le résultat d'une crise politique volatile et violente, d'une situation d'urgence sur le plan des droits de l'homme et sur le plan humanitaire et de deux décennies d'occasions manquées en matière de développement. La fragmentation du pays et l'effondrement de la quasi-totalité des institutions publiques constituent également une situation d'urgence sur le plan de la gouvernance.

6. Dans ce contexte, les organisations d'aide humanitaire ont axé leurs efforts sur une programmation fondée sur des principes et des objectifs communs. Faute de dialogue en la matière avec le Gouvernement et d'en obtenir des orientations, le programme du PNUD, comme les programmes menés en Afghanistan par d'autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, est basé sur les principes issus du Forum international sur l'assistance à l'Afghanistan, tenu à Ashgabad en janvier 1997, à savoir : a) que la consolidation de la paix devrait être le principal objectif de toute assistance; b) qu'une approche globale et à long terme est indispensable à l'intégration des activités humanitaires, de relèvement, de développement et relatives aux droits de l'homme; et c) que, compte tenu des circonstances actuelles, la coopération avec les organismes de la société civile afghane, au niveau communautaire, représente la meilleure solution. C'est la raison pour laquelle les organismes d'aide humanitaire sont convenues d'un cadre stratégique d'assistance orientant la programmation et soulignant les principes et objectifs communs.

7. La coordination de l'aide internationale s'est considérablement améliorée au cours de la période 1997-1999, grâce au cadre stratégique ainsi qu'au dispositif commun de programmation et aux principes sur lesquels il se fonde. Plusieurs organes de coordination ont été créés qui regroupent l'ensemble des organisations internationales et nationales fournissant une assistance, notamment le Conseil chargé de programmer l'aide en Afghanistan, des groupes de travail thématiques au niveau national et des organismes régionaux de coordination. Afin de renforcer ces efforts novateurs et de portée globale, le PNUD s'est associé au Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour l'Afghanistan. Le Coordonnateur pour les affaires humanitaires et coordonnateur résident, qui est également représentant résident du PNUD, dirige les activités de coordination; le bureau conjoint fournit un appui aux organes de coordination susmentionnés et prend part à l'élaboration de l'Appel global. Des conseillers spéciaux pour les droits de l'homme et les questions concernant les femmes y ont été affectés; ils bénéficient d'un appui du PNUD et fournissent des services aux organisations d'aide internationales et nationales.

8. Lors d'une réunion du Groupe d'appui des donateurs à l'Afghanistan tenue à Ottawa les 8 et 9 décembre 1999, les donateurs ont écouté l'appel lancé en faveur d'une augmentation du financement des activités à long terme afin de permettre aux communautés afghanes de devenir plus autonomes. Le programme du PNUD, qui associe renforcement de la gouvernance locale et activités de relèvement immédiates, a bénéficié d'un soutien massif.

II. Résultats obtenus et enseignements tirés des interventions et programmes déjà menés

A. Principaux résultats obtenus tels qu'ils se dégagent du suivi et de l'évaluation des programmes en cours

9. Pendant la période 1997-1999, le PNUD a fourni une assistance considérable en menant un programme d'envergure axé sur l'autonomisation des communautés, le Programme d'élimination de la pauvreté et d'habilitation communautaire (Initiative PEACE), qui se compose de cinq volets principaux en matière de relèvement et de développement ainsi que d'activités importantes de coordination et d'appui. En utilisant les ressources reportées de l'exercice correspondant au cinquième cycle et les ressources de base du cycle financier 1997-1999, il s'est avéré possible de procéder à un partage des coûts et de mobiliser des fonds parallèles. Les missions d'évaluation de 1998 et de 1999 ont conclu que, malgré un certain nombre de difficultés, le programme s'était révélé utile et avait permis de fournir un volume d'assistance impressionnant. L'évaluation thématique de 1999 a notamment souligné que ce programme avait permis de mettre en œuvre des plans de développement régional, l'un des rares moyens réalistes de combler le vide laissé par des structures sociales et économiques en ruines et des institutions publiques dans un état de désintégration totale. Il convient de noter les résultats ci-après :

- a) Base nécessaire à un relèvement et à un développement autonomes et durables, d'importantes activités de mobilisation communautaire ont permis de créer ou de rendre autonomes 2 100 organisations communautaires et groupes d'intérêts spécifiques (notamment des groupes de femmes) dans les zones rurales et urbaines;
- b) La mise en œuvre d'un projet pilote dans le domaine de l'enseignement primaire a permis d'ouvrir 15 écoles communautaires de garçons et de filles;
- c) Les services sociaux de base et spécialisés ont été fournis à plus de 34 000 handicapés (dont 35 % de femmes);
- d) Plus de 14 000 foyers ont pu avoir accès à de l'eau potable;
- e) Des fonds autorenouvelables détenus et gérés localement et permettant d'accorder des microfinancements ont été créés et sont dorénavant pleinement opérationnels dans 85 communautés;
- f) Plus de 40 000 tonnes de semences de qualité ont été distribuées dans l'ensemble du pays. Grâce à des cours de formation, à la fourniture de services de vulgarisation et à l'apport d'engrais, la récolte totale de blé devrait atteindre 250 000 tonnes;
- g) Des pépinières d'arbres fruitiers produisant suffisamment de jeunes arbres pour planter 6 000 hectares de vergers ont été créés;
- h) Vingt-cinq millions de vaccins et de traitements vétérinaires ont été administrés concernant environ 1 million d'éleveurs.

10. Pour ce qui est des activités menées dans le cadre de l'Initiative PEACE relative au programme d'habilitation des communautés, l'évaluation de 1999 a permis de conclure que ce sont les mesures prises au niveau des communautés locales qui, pour le moment, permettent le mieux de résoudre certains des problèmes les plus

difficiles auxquels se trouve confronté le pays, notamment dans le domaine du respect des droits de l'homme, de la discrimination à l'égard des femmes, de la dégradation de l'environnement dans les zones rurales et urbaines et de l'intensification de la culture du pavot. Ce n'est qu'en associant directement les communautés rurales et urbaines et les organismes de la société civile et en ranimant et en stimulant les traditions de gouvernance locale qu'il sera réellement possible de faire évoluer la situation, de créer des capacités et de jeter les bases indispensables à l'autonomie.

B. Données d'expérience et enseignements tirés des programmes déjà menés et des programmes en cours

11. Dans l'ensemble, l'évaluation de 1999 a permis de conclure que les approches et méthodes de programmation étaient bien conçues. Des synergies considérables ont été créées, grâce non seulement à la coopération des organisations participantes, mais également au soutien d'organisations opérant en dehors du cadre de programmation. Parmi les organisations qui coopèrent à différents niveaux, il convient de citer l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Centre des Nations Unies pour les établissements humains [CNUEH (Habitat)], le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Comme l'expliquait plus en détail le rapport d'évaluation, des actions judicieuses sont entreprises pour lutter contre la pauvreté largement répandue tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Les communautés sont incitées à s'entraider dans différents domaines et il faudrait pouvoir donner à leurs organisations les moyens de mieux tirer parti de leurs capacités. Différentes méthodes sont actuellement mises à l'essai afin de créer de nouveaux moyens de subsistance.

12. De nouveaux mécanismes sociaux ont été mis en place dans les communautés bénéficiaires afin de faciliter la survie et de permettre aux populations de mieux faire face. Il conviendrait de renforcer ces capacités de participation et d'organisation communautaires afin de les rendre viables à long terme. Quant aux donateurs, le programme leur offre un lien opérationnel bien établi susceptible de promouvoir la mise en oeuvre de stratégies de développement à plus long terme et constitue un outil technique et administratif leur permettant de mener des programmes sectoriels dans des zones géographiques données.

13. En conclusion, il est ressorti de l'évaluation de 1999 qu'il serait judicieux de proroger le programme pour une nouvelle période de deux ans. Plusieurs recommandations ont été formulées à cet égard qui visent à renforcer les activités et à leur donner un nouvel élan. Elles concernent des questions telles que les indicateurs d'impact et l'introduction d'un contrôle plus structuré, du point de vue qualitatif, des approches opérationnelles intersectorielles, telles que la différenciation entre les sexes, l'organisation des communautés et la création de revenus, axées sur les groupes les plus démunis de la société afghane.

III. Objectifs, domaines d'activité et résultats escomptés

A. Objectifs

14. Dans le cadre stratégique qu'elles ont adopté d'un commun accord, les organisations d'aide ont défini les objectifs clefs ci-après :

- a) Atténuation de la souffrance humaine;
- b) Protection et promotion des droits fondamentaux, notamment de ceux des femmes;
- c) Fourniture de services sociaux de base;
- d) Autonomisation des Afghans, hommes et femmes, afin qu'ils puissent acquérir des moyens de subsistance durables; et
- e) Retour des réfugiés vivant dans les pays voisins.

15. Pour atteindre ces objectifs et contribuer ainsi à un retour à la normalité, le PNUD doit adopter une approche double – et s'y tenir – : a) axer ses activités de développement sur le renforcement des capacités de survie et la stabilisation des communautés en s'efforçant de promouvoir les activités de production, de maintenir les services sociaux et de rétablir l'administration publique; b) intensifier la coopération internationale en matière de développement humain durable et aider les organismes du système des Nations Unies à constituer une force homogène et puissante au service du développement humain.

16. L'objectif majeur du programme du PNUD pour la période 2000-2002 est de contribuer à la concrétisation collective, autonome et durable des aspirations du peuple afghan en matière de paix et de développement, l'accent étant mis tout particulièrement sur les personnes les plus vulnérables. Il convient à cet égard de faire surtout porter les efforts sur : a) l'autonomisation des communautés par le renforcement des capacités des individus à s'organiser en communautés viables et justes visant un développement autonome; b) le bien-être de tous grâce à l'amélioration des conditions de vie de la population, notamment des plus démunis, au renforcement des capacités de mise en place et de gestion des infrastructures au niveau local et de la sécurité alimentaire et à la création de revenus supplémentaires; et c) une conduite avisée des affaires publiques favorisée par un développement durable fondé sur la communauté, le renforcement des capacités et la création d'un environnement porteur aux niveaux nécessaires.

17. Les objectifs formulés du programme 2000-2002 soulignent l'importance des processus d'interaction et de sensibilisation des communautés dans les domaines des droits de la femme et des droits fondamentaux, ainsi que de la création de mécanismes permettant aux communautés de plaider en toute confiance en faveur des réformes politiques. Cela permettra d'instaurer un environnement où des activités axées sur les femmes pourront être progressivement et ouvertement mises en oeuvre. Chaque volet du programme définit, dans le cadre du projet sur lequel il porte, un ou plusieurs objectifs à réaliser dans ce domaine. Outre cette nouvelle approche en termes d'objectifs, deux aspects de la programmation devront être mis en lumière lors de la prochaine phase : a) une analyse systématique, de toutes les activités liées à un projet d'un point de vue sexospécifique, ainsi que l'évaluation de leur impact; et

b) l'examen trimestriel des principaux succès et échecs, à l'échelon du directeur de programme et en collaboration avec la Conseillère pour la parité entre les sexes

B. Domaines d'activité

18. Parallèlement aux grands objectifs décrits dans les paragraphes qui précèdent, le programme, pour des raisons pratiques, est divisé en cinq éléments, passés en revue ci-après.

Renforcement des capacités locales d'auto-assistance dans les zones rurales de l'Afghanistan

Reconstruction des collectivités dans les zones urbaines de l'Afghanistan

19. Ces éléments de programme mettent l'accent sur des activités propres à améliorer durablement les conditions de vie et le bien-être de la population aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Il s'agit notamment d'initiatives d'envergure restreinte visant à améliorer les infrastructures, d'interventions dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de l'eau et de l'assainissement et de la création d'activités génératrices de revenus. Le niveau de développement participatif et les bénéfices retirés du programme par les femmes, les plus démunis et les plus défavorisés constitueront également des critères de réussite. Ces éléments de programme reposent essentiellement sur la participation des organisations de la société civile et le renforcement des capacités : les organisations communautaires prennent part à l'ensemble des interventions, de la définition des besoins à la poursuite des activités une fois le programme terminé, en passant par leur exécution.

Sécurité alimentaire reposant sur une production agricole durable

Développement de l'élevage aux fins de la sécurité alimentaire

20. Ces éléments de programme mettent l'accent sur le renforcement de la sécurité alimentaire et l'amélioration des moyens de subsistance grâce à un accroissement de la production agricole et au développement de l'élevage. La réussite se mesurera au renforcement des capacités locales (aux niveaux du district, du groupe de villages et du village) d'autonomie dans ces secteurs, en particulier en ce qui concerne l'accès à la technologie, aux intrants et aux services. Les activités prévues comprennent notamment l'enseignement de techniques agricoles et pastorales au secteur privé local, au secteur non gouvernemental, aux agriculteurs de liaison, aux groupements d'agriculteurs et aux propriétaires de bétail grâce à des services de vulgarisation bien conçus. Les collectivités locales et les groupements communautaires bénéficieront également d'un soutien qui les aidera à assurer de façon autonome la production, la gestion et la distribution des intrants agricoles essentiels.

Programme global en faveur des Afghans handicapés : insertion des handicapés et des exclus

21. Cet élément de programme vise à faire participer les handicapés, les veuves et les orphelins aux principales activités de développement et aux principaux projets grâce à des activités d'appui judicieusement choisies et correctement ciblées. Il vise à remédier à leurs difficultés notamment par le biais de systèmes de crédit spécifi-

ques, d'une aide aux handicapés et d'activités génératrices de revenus. Son tout premier objectif est de faire participer les groupements communautaires à la conception et à l'exécution d'activités d'insertion, de façon à faire de la réadaptation une initiative locale et de donner aux groupes cibles la possibilité de prendre en mains leur propre destin.

C. Résultats escomptés

22. Le programme devrait permettre d'obtenir les résultats ci-après :

a) Création d'organisations communautaires chargées d'entreprendre des activités de développement et de promouvoir la bonne gouvernance. Renforcement des capacités de ces organisations de mobiliser des ressources et d'en assurer une gestion durable, d'entreprendre des activités qui répondent aux besoins essentiels de la population et de jouer un rôle de sensibilisation auprès des particuliers et des collectivités;

b) Amélioration de l'accès des communautés aux infrastructures et aux services matériels et sociaux et renforcement des capacités de celles-ci de les gérer. Remise en état et entretien des infrastructures locales essentielles. Amélioration de la sécurité alimentaire au niveau des ménages et des collectivités. Création des conditions permettant l'augmentation des revenus licites et favorisant la création d'emplois et le développement économique;

c) Établissement de nouveaux partenariats entre les collectivités, d'une part, et le secteur privé et les organisations non gouvernementales, d'autre part. Renforcement des capacités des collectivités et des institutions publiques d'établir des liens qui se renforcent mutuellement aux fins d'un développement autonome. Renforcement des capacités des organisations communautaires en matière de défense des droits de l'homme.

IV. Dispositions relatives à la gestion du programme

A. Gestion du programme

23. Le programme a été conçu de façon que ses divers éléments s'appliquent à des districts donnés. L'idée est de créer un effet combiné de redressement et de développement d'une région en faisant porter simultanément les efforts sur plusieurs types de besoins dans les mêmes collectivités. Cette démarche permet d'obtenir des effets de synergie et d'accroître au maximum l'impact sur une population cible. Elle a également facilité la mise en place d'une instance de programmation commune centrée sur des principes directeurs en établissant des liens entre ces principes et les données d'expérience acquises sur le terrain et les enseignements qui ont pu en être tirés. Il est prévu de désigner, dans chaque district, un organisme responsable, ce qui facilitera encore l'intégration des efforts. En outre, les responsables du programme continueront de collaborer étroitement avec les fonctionnaires chargés de la coordination régionale nommés par le Coordonnateur des Nations Unies. Il sera possible, dans le cas des districts cibles, d'adopter, grâce aux données de base et aux indicateurs d'impact dont on disposera, une approche des interventions fondée sur les résultats pour tous les volets du programme. Dans les nouveaux districts, on veille à

tirer parti des résultats obtenus dans les districts où des activités ont déjà été menées. Lors d'opérations exceptionnelles, telles que la vaccination du bétail ou la mise au point de semences améliorées, les activités sont conçues de manière à bénéficier à l'ensemble du pays. En outre, certains domaines revêtant un intérêt particulier ont été retenus par un groupe élargi d'organisations désirant mener des activités de développement à des fins bien précises comme le retour des réfugiés ou la réduction de la production d'opium. Le programme joue alors un rôle de pivot en ce qu'il fournit un cadre général auquel peuvent venir se greffer des éléments spécifiques.

24. Enfin, on attache beaucoup d'importance à la mise en commun de locaux, de véhicules et d'autres services entre les partenaires du Programme d'élimination de la pauvreté et d'habilitation communautaire. Ce type de coopération est extrêmement précieux, surtout dans les zones reculées, puisqu'il permet de nombreuses interventions qui ne seraient pas possibles autrement.

25. Les activités de renforcement des capacités menées dans le cadre du programme concernent principalement les organisations communautaires locales. En Afghanistan, il existe au niveau local, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines, des structures traditionnelles très bien implantées de consultation et d'administration. Dans certains cas, le Programme d'élimination de la pauvreté et d'habilitation communautaire renforce les dispositifs existants en faisant des groupements et organisations communautaires des interlocuteurs, des partenaires de négociations, des agents d'exécution ou de suivi, etc. Dans d'autres cas, lorsque la détérioration des structures sociales l'exige, le programme aide à mettre en place de nouvelles structures de consultation et d'administration, sous forme de groupements à vocation générale et à participation ouverte, ou de groupements d'intérêts spécifiques, par exemple en faveur des handicapés. Dans plusieurs cas, le renforcement des capacités a permis aux collectivités de poursuivre l'exécution des activités par leurs propres moyens, sans plus aucune aide du programme, ou de devenir les interlocuteurs d'autres organismes d'assistance extérieure pour d'autres interventions. On se rend compte que lorsque les collectivités disposent des moyens d'agir et d'un appui, elles peuvent favoriser l'entente, même dans les situations de conflit, et subvenir à leurs propres besoins, aussi rares que soient les biens et les services. Il s'agit là d'un enseignement dont la portée dépasse les limites immédiates de l'assistance humanitaire. Les mécanismes de survie mis en place par une collectivité peuvent également devenir la pierre angulaire d'une paix et d'un développement durables.

26. Les organisations non gouvernementales nationales ont été souvent mises à contribution pour l'exécution des programmes, ce qui a permis de constituer au fil des mois un noyau solide de partenaires d'exécution qualifiés qui pourraient être choisis à l'avenir comme fournisseurs de services privés, y compris de services contractuels. Il a été demandé dans certains cas à des services techniques relevant d'administrations locales d'exécuter un certain nombre d'activités. Bien que, compte tenu de la situation politique, une grande prudence s'impose, il pourrait s'avérer judicieux pour l'avenir de faire en sorte que ces services maintiennent un niveau minimum de compétences techniques.

27. Le programme emploie un personnel national nombreux constitué aussi bien de techniciens que d'agents d'appui. Étant donné la situation du pays, la formation professionnelle donnée à ce personnel constitue une importante contribution au renforcement des capacités nationales. L'impact de ces efforts ira de pair avec la délégation des responsabilités.

B. Suivi, examen et établissement de rapports

28. Au cours des six premiers mois puis tous les six mois, on procèdera à un examen des progrès réalisés et des résultats obtenus afin de faciliter les débats sur l'orientation à donner aux activités futures, le financement à fournir et les changements éventuels à apporter. Cet examen portera essentiellement sur les points suivants : a) impact du programme; b) renforcement de la coordination et des effets de synergie au sein même du programme; c) renforcement de la coordination avec les initiatives de programmation communes; d) mobilisation de fonds; e) élargissement des partenariats.

29. Comme, lors de l'évaluation thématique de 1999, il a été fortement recommandé de se faire une meilleure idée de l'impact du programme, une série d'indicateurs précis sera mise au point concernant les éléments suivants :

- a) Organisation communautaire :**
 - i) Structures et système de gestion mis en place conformément aux méthodes adoptées;**
 - ii) Type et gamme de services proposés au cours d'une période déterminée;**
 - iii) Autonomie financière;**
 - iv) Création d'emplois;**
 - v) Établissement de partenariats;**
 - vi) Prise en compte des besoins des femmes, des pauvres et des personnes défavorisées;**
- b) Bien-être de la population (données ventilées par sexe et données relatives aux veuves, aux personnes déplacées dans leur propre pays et aux réfugiés) :**
 - i) Amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement ainsi qu'aux services de santé;**
 - ii) Amélioration de l'accès aux services de santé et à l'éducation;**
 - iii) Renforcement de la sécurité alimentaire;**
 - iv) Renforcement de la lutte contre les épidémies;**
- c) Gouvernance (en ce qui concerne les organisations communautaires) :**
 - i) Renforcement de la participation aux consultations locales;**
 - ii) Arbitrage de litiges;**
 - iii) Dispositifs mis en place pour assurer la transparence;**
 - iv) Renforcement de la participation des femmes;**
- d) Gestion des programmes et projets :**
 - i) Restructuration des services s'occupant des projets basés à Islamabad;**
 - ii) Nomination de chefs d'équipe interprogrammes régionaux et locaux;**

- iii) **Opérations de mobilisation de ressources;**
- iv) **Bon fonctionnement des équipes de district;**
- v) **Élaboration et mise en place d'indicateurs d'impact;**
- vi) **Mise en place d'un système d'auto-évaluation.**

V. Décision du Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration voudra peut-être :

Donner à l'Administrateur l'autorisation de continuer à approuver les projets concernant l'Afghanistan au cas par cas pour la période 2000-2003.
